

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

le 23 février 2016

Rapport de l'Inspecteur de l'Environnement

- Objet** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.
TP PROVENCE – Carrière "Le Prignan" à Istres.
Mise à jour du calcul des garanties financières de remise en état de la carrière "Le Prignan".
- Réf.** : 1. Transmission préfectorale du 10 février 2016 relative au dossier d'actualisation des garanties financières de la société TP Provence pour sa carrière "Le Prignan" à Istres.
2. Arrêté préfectoral n°2005-21C du 06 janvier 2006 autorisant la société SNC TP Provence à poursuivre et étendre de la carrière "Le Prignan", avec installation de traitement de matériaux extraits et station de transit de produits minéraux solides.
3. Arrêté préfectoral n° du 29 août 2011 fixant le montant des garanties financières applicables à la société TP Provence pour la deuxième période quinquennale (2011-2016).
- P.J.** : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Dossier suivi par M. MANES

Par transmission visée en référence 1, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône nous a adressé le courrier de la société TP Provence comportant la note de calcul de mise à jour des garanties financières de remise en état de la carrière "Le Prignan" à Istres.

1. Contexte

Par arrêté préfectoral visé en référence 2, la société TP PROVENCE a obtenu l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de la carrière "Le Prignan", avec installation de traitement de matériaux extraits et station de transit de produits minéraux solides. Cet arrêté préfectoral impose les prescriptions relatives aux

garanties financières et fixe le montant de celles-ci pour la première période quinquennale (2006 – 2010) qui correspond à la première phase d'exploitation.

L'arrêté préfectoral du 29 août 2011 visé en référence 3 fixe le montant des garanties financières pour la deuxième période quinquennale (2011-2015). L'acte de cautionnement bancaire d'un montant de 238 923 € émis par l'établissement Zurich Assurance PLC au profit de la Société TP Provence et valant garanties financières pour la remise en état de la carrière du Prignan à Istres a expiré le 20 janvier 2016.

La société TP Provence a transmis le dossier relatif au calcul de la garantie financière pour la troisième période quinquennale par courrier du 02 février 2016.

2. Examen de la demande

Instruction de la demande

L'instruction de cette demande relève des dispositions de la législation des installations classées et doit être réalisée conformément aux articles R516-1 et R516-5 du Code de l'Environnement et dans les formes prévues à l'article R512-31 du même code.

Examen de la demande

Les garanties financières ont pour objet de pouvoir assurer la remise en état de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ou en cas de non-respect des prescriptions de remise en état des arrêtés préfectoraux.

Pour la période 2016-2021, l'exploitant a effectué le calcul des garanties financières pour la remise en état de la carrière visée en objet, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Ainsi le nouveau montant de 212 178 euros TTC proposé par l'exploitant pour les garanties financières de la période 2016-2021 a été établi :

- selon le calcul forfaitaire de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- en tenant compte de la formule de réactualisation de l'indice TP01 base 2010 (index septembre 2015),
- sur la base du bilan d'exploitation et de remise en état,
- sur la base du schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état pour la période 2016-2021.

L'ensemble des éléments prévus à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières est conforme.

3. Proposition de l'Inspection

Au vu des éléments développés ci-dessus, nous proposons à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de fixer le montant des garanties financières pour la troisième période quinquennale (2016-2021) à **212 178 euros TTC** et d'imposer les prescriptions relatives aux garanties financières par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R512-31 du Code de l'environnement, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

En particulier un nouvel acte de cautionnement bancaire d'un montant de 212 178 euros devra être adressé à la Préfecture dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'arrêté.

Dans l'attente de la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire (et de la réunion de la commission départementale), nous proposons également à Monsieur le Préfet des Bouches-du-rhône de confirmer à l'exploitant le montant validé pour les garanties financières de la troisième période quinquennale et de lui

demander de transmettre dans les meilleurs délais, et sans attendre la signature de l'arrêté préfectoral, un nouvel acte de cautionnement bancaire, valant garanties financières pour la période 2016-2021.

Le présent rapport est adressé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône - Direction des Collectivités Locales et du Développement Durable, Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, en réponse à sa transmission rappelée en référence.